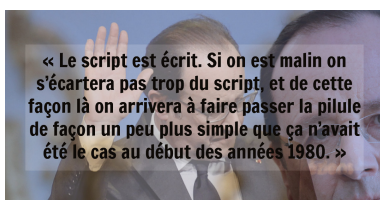


<https://www.fakirpresse.info/le-plan-de-bataille-des-marches-entretien-avec-le-strategie>



La prophétie : casser le CDI !

- Le Journal - Entretien -



Date de mise en ligne : vendredi 1er juillet 2016

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

« *Les gens de marché s'expriment de façon très directe.* » Dans sa note (largement traduite [ici](#)), le « *chief economist de Cheuvreux* » conseillait en effet à François Hollande de « *tromper le peuple* » pour mettre fin au « *fameux CDI* ».

« *On ne s'embarrasse pas de finasseries* », poursuit-il dans un entretien diffusé dans l'émission [Là-bas si j'y suis](#). Raison de plus, cette franchise, pour aller rencontrer ce « *senior advisor* », Nicolas Doisy. Car il ne faut pas mépriser l'adversaire : il est prêt à livrer bataille. Il a déjà son plan. Présentation.

Entretien réalisé en mars 2012.



François Ruffin : On se trouve au siège de la Corporate Investment Bank du Crédit agricole. Premier broker indépendant sur actions européennes, Cheuvreux possède quatorze bureaux à travers le monde, y compris New York, San Francisco, Tokyo, Zurich... Donc Cheuvreux conseille 1200 banques, fonds de pension et ainsi de suite.

Nicolas Doisy : Tout à fait.

F.R. : Mais pourquoi une société de courtage comme Cheuvreux a un département recherche ? Et pourquoi cette recherche s'intéresse à la politique française ?

Nicolas Doisy : Pourquoi la politique ? Parce qu'en fait, ce dont on se rend compte, c'est que dans politique économique, eh bien, il y a « *politique* », y a pas qu'économique. Depuis finalement le début de cette crise, la crise de Lehman en 2008, le cycle économique, financier, est beaucoup dirigé et conduit par la politique, et du coup, tout ce qui est politique prend énormément d'importance, et détermine beaucoup des événements sur lesquels les investisseurs gardent leurs yeux.

Hollande : le choix

F. R. : Vous avez publié un papier là, dont le titre est, en anglais, « *François Hollande and France's labour-market rigidity : the market will rock both* ». François Hollande et la rigidité du marché du travail : le marché va chahuter,

bousculer les deux.

N. D. : Tout à fait. Quand on regarde un petit peu la façon dont se déroulent les élections, dont les marchés perçoivent le problème européen, on se rend compte qu'il y a des chances non négligeables que François Hollande se trouve pris entre deux forces contradictoires : les marchés qui attendent de lui un certain nombre de réformes dites structurelles, qui vont porter sur l'assainissement des comptes publics évidemment, mais aussi des réformes qui sont appelées à rendre l'économie française plus performante. Or, c'est le type de réforme dont très vraisemblablement une partie de l'électorat de François Hollande se méfie, et si vous regardez bien, pour l'instant, François Hollande s'est abstenu de clarifier de façon nette sa position sur ce sujet.

Et pour cause : il sait qu'il sera pris à terme, à un moment, entre la pression de ses électeurs et la pression des marchés. Déjà on a des investisseurs qui s'étonnent du faible détail des candidats dans leurs programmes, les anglo-saxons que je rencontre me demandent souvent : « *Où est le programme ?* » Je leur dis : « *Il n'y en a pas !* », et pour cause, c'est un jeu tactique pour l'instant, le programme on le saura une fois l'élection finie. Et en fait on le connaît déjà, il sera imposé par l'appartenance à la zone Euro.

La fin du CDI

F.R. : Vous dites non seulement François Hollande ne va pas tenir ses promesses, mais en plus c'est lui qui va devoir flexibiliser le marché du travail, c'est lui qui doit remettre en cause ce que vous appelez « *the famous CDI* » le fameux CDI, contrat à durée indéterminée.

N.D. : C'est lui qui va devoir le faire dans la mesure où c'est lui qui sera élu. En d'autres termes, de toute façon, qui que soit le prochain président de la république française, c'est un travail qu'il va devoir faire, parce que tout simplement il y aura la pression des pairs dans la zone euro, c'est-à-dire de l'Italie, de l'Allemagne, de tous les autres pays. Quand vous regardez bien l'Allemagne au milieu des années 2000 a fait ce genre de réformes, l'Italie, l'Espagne sont obligés de le faire aujourd'hui, la Grèce aussi. Pourquoi la France pourrait-elle s'en dispenser ?

F.R. : Quel type de réforme ?

N.D. : Quelles réformes ? J'y viens. C'est le package typique de réformes qui a été imposé à la Grèce, qui est demandé aussi à l'Italie, qui est demandé aussi à l'Espagne, et c'est, si vous voulez, si on fait référence aux années 80, c'est ce qu'on appelle l'économie de l'offre, c'est ce qu'avaient fait en leur temps Reagan et Thatcher. L'Europe continentale a estimé qu'elle pouvait ne pas adopter ce modèle, c'est un choix de société, c'est un choix politique. Il se trouve qu'aujourd'hui le modèle traditionnel français, le modèle du CDI que vous mentionnez est en train d'arriver en bout de course. Il est à bout de souffle, quelque part. Et donc ce qu'il faut faire maintenant, c'est tout simplement le genre de réformes qui a été faite en Espagne récemment.

F.R. : Vous avez un encadré pour dire, en gros, le Royaume Uni et l'Irlande ont flexibilisé leur marché du travail, et ça a marché. En revanche, en Europe continentale, et notamment en France on a fait de la résistance, et finalement, on obtient des moins bons résultats.

N.D. : Oui, tout à fait. En Europe continentale, on a voulu s'épargner l'idée de faire un contrat de travail unique qui soit suffisamment flexible, et tout est dans le « *suffisamment* », c'est une question de bon dosage de la flexibilité, mais l'important c'est un contrat de travail unique, donc le CDI tel que nous l'avons connu, nous ne le connaissons plus normalement, ça c'est clair.

F.R. : Alors vous dites, « *ça ne s'est pas fait en Europe continentale, alors que ça s'est fait au Royaume-Uni et en Irlande, donc aujourd'hui le moment est venu de flexibiliser le marché du travail en Europe continentale, on le voit en Espagne, on le voit en Italie, on le voit en Grèce... La France ne peut pas être le seul îlot à maintenir une rigidité sur son marché du travail dans une Europe qui flexibilise.* »

N.D. : L'idée c'est de permettre aux entreprises d'avoir une plus grande flexibilité dans la gestion de leurs ressources humaines, de façon à ajuster au mieux leur personnel, leur force de travail, de façon à être les plus performantes. En d'autres termes, ça revient finalement à réduire substantiellement un certain nombre de garanties dont bénéficient, dont ont bénéficié jusqu'à présent les titulaires de CDI notamment. Et donc à imposer plus de flexibilité aussi sur les travailleurs. C'est là que ça va coïncider, c'est là que ce sera problématique, parce que je ne suis pas certain qu'on pourra maintenir le modèle français tel qu'il est. C'est ça le point important. C'est que le conflit d'objectifs que va avoir François Hollande, c'est rester dans la zone euro et satisfaire les demandes de son électorat naturel. Les deux ne sont plus compatibles maintenant, on le voit depuis la crise grecque, il faudra qu'il fasse un choix. C'est pourquoi il est resté très prudent jusqu'à présent dans son expression publique.

F.R. : Juste une question qui vient comme ça... Vous vous êtes en CDI ou vous êtes pas en CDI M. Doisy ?

N.D. : Je suis en CDI, bien évidemment... Euh voilà... (Rires.)



L'Eurozone

F.R. : Alors dans votre papier vous écrivez : « *C'est regrettable pour François Hollande, mais la nécessité d'une libéralisation du marché du travail est le résultat direct d'une appartenance de la France à la zone euro, aussi ne peut-on avoir l'une sans avoir l'autre.* » Donc la seule question est de savoir si François Hollande va ne serait-ce qu'essayer de respecter ses promesses, ou s'il va volontairement revenir dessus aussitôt élu.

N.D. : C'est exactement ça, et effectivement je vous remercie de citer ce passage, c'est probablement un des plus importants de la note - en passant la traduction est très bonne - c'est exactement ça, on est au pied du mur, alors beaucoup de français penseraient « *c'est la victoire du modèle libéral* »... Oui en quelque sorte, mais ensuite effectivement, la France sera au pied du mur, tout au temps que l'Espagne l'est, tout autant que l'Italie, tout autant que la Grèce, tout autant que tous les pays qui n'ont pas fait ce genre de réformes...

F.R. : Ce que vous dites dans votre note, c'est, y aura quelqu'un de déçu.

N.D. : Oui, le marché ou les électeurs seront déçus.

Quelque part c'est un peu une répétition de 81-83. Pour ceux qui n'étaient pas nés à cette époque on va faire un petit point d'Histoire : en 81, alors qu'on venait d'avoir le choc pétrolier de 73- 74 et puis de 79, la France avait besoin précisément d'être plus flexible, mais François Mitterrand est élu sur un programme on va dire vraiment de gauche, très de gauche, très socialiste keynésien, relance par la consommation, etc. etc. Et tout ça pour qu'au bout de deux ans à peine, trois dévaluation du franc, en mars 83, après avoir perdu les élections municipales, François Mitterrand soit obligé de faire un complet demi-tour, et d'adopter les politiques de Madame Thatcher, de Monsieur Reagan à l'époque... Évidemment pas aussi ambitieuse, mais tout de même.

Qu'est-ce qui s'est passé à cette époque ? Le choix avait été très simple pour François Mitterrand, la question c'était : rester dans la construction européenne, dans le projet européen, ou en sortir. Et après avoir hésité, et apparemment failli quitter le SME, et donc le projet européen, la France a décidé d'y rester. Et donc la traduction de ça, ça a été ce qu'on a appelé la politique d'austérité, qui a duré des années, des années, des années, de désinflation compétitive...

Eh bien là la situation est un peu la même, si la France veut rester dans la zone Euro, il faudra très vraisemblablement qu'elle se plie à un certain nombre de programmes de réformes qui sont maintenant imposés, ou sinon l'idée sera que la France devra quitter la zone euro. Autant en 83 il était peut-être moins compliqué de quitter le projet de construction européenne, autant aujourd'hui ça risque d'être beaucoup plus compliqué. On l'a vu : si l'idée même de la sortie d'un petit pays comme la Grèce a causé une crise comme nous l'avons connue l'an dernier, je vous laisse imaginer pour la France...



La confiance

F.R. : Dans un premier temps vous dites, en gros, les marchés peuvent avoir confiance en François Hollande, parce que d'abord c'est quelqu'un de pragmatique, c'est un européen de coeur, donc il ne va pas remettre en cause l'appartenance de la France à la zone Euro et ainsi de suite... Et le troisième point : il était conseiller de François Mitterrand lorsque François Mitterrand a négocié le tournant de la rigueur en mars 1983, donc il en a gardé le souvenir de ça, donc il ne va pas commettre la même erreur aujourd'hui.

N.D. : Il me semblerait inconcevable qu'un homme de la formation et de l'intelligence de François Hollande qui a vécu l'expérience dont on vient de parler, c'est-à-dire 81-83, ne s'en souvienne pas. En gros l'alzheimer peut pas être aussi précoce que ça, et du moment où il s'en souvient, je ne vois pas comment à partir de là il serait capable de ne pas prendre en compte la réalité du marché telle qu'elle s'imposera à lui. Parce qu'il faut pas l'oublier : le marché

s'imposera.

Donc je dis « *ne vous inquiétez pas : a priori même si je ne suis pas dans le cerveau de François Hollande, ce que je vois ce qu'il y a tous les éléments nécessaires pour qu'il ait une approche tout à fait pragmatique...* »

Et en plus, c'est visible pour ceux qui prennent le temps de scruter, François Hollande n'a pas promis le Grand soir. François Hollande n'a rien promis, parce que dans votre phrase y avait, l'hypothèse la plus optimiste, c'est celle où François Hollande prend ses fonctions et « *revient sur ses promesses* », mais il n'en a pas fait ! C'est ça mon point : il n'en a pas fait, ou il en a fait si peu que, finalement, de toute façon c'est comme si ça comptait pas. Donc il a gardé les mauvaises nouvelles pour plus tard.

Le danger

N.D. : Maintenant il y a un danger qui se présente, c'est la semaine qui vient de s'écouler, en particulier le week-end qui vient de s'écouler : on voit que Mélenchon est vraiment en phase ascendante, on a bien entendu ce week-end, François Hollande qui dit « *oui, croyez moi, ça va être du sérieux ma renégociation du traité* ». Mais bien sûr, il est bien obligé, parce que avant de gagner le deuxième tour, ceux qui ont connu 2002 savent qu'il faut gagner le premier, donc il est bien obligé de faire quelques concessions verbales à son électorat. Mais là encore je suis pas sûr qu'il ait été très spécifique sur sa renégociation. Et c'est pour ça, j'en reviens à ce point, il n'a pas fait de promesses, parce qu'il sait qu'il va devoir se renier par la suite, donc il essaie d'en promettre le moins possible pour que le retour de bâton soit le moins violent possible.

On voit la montée en puissance de Mélenchon. Ce qu'on se dit tout simplement, c'est que à partir de maintenant, il va bien falloir que Hollande commence à donner quelques gages à sa gauche, et c'est là que ça va devenir un peu plus compliqué pour lui, parce que les marchés vont commencer à comprendre, vous commencer à le sentir, c'est pour ça qu'il est resté très prudent jusqu'à présent dans son expression publique.

Tromper le peuple

F.R. : François Hollande dit « *je vais demander la renégociation du dernier traité européen* », vous, vous écrivez ça :

« François Hollande va avoir à naviguer à travers des forces dans la gauche, notamment à cause du référendum manqué de 2005, et dans cette perspective, vous écrivez, il serait politiquement intelligent que ses pairs de l'eurozone, ses partenaires allemands, belges italiens et ainsi de suite, permettent à François Hollande de prétendre qu'il leur a arraché quelques concessions, même si c'est faux en réalité. La demande de renégociation du traité serait alors utilisée pour tromper le public français, pour rouler - j'ai lu to 'trick' : rouler, tromper - pour tromper le public français, en lui faisant accepter des réformes convenables, dont celle du marché du travail. »

N.D. : Oui, alors, avant d'entrer dans le fond du sujet je voudrais préciser un point : les gens de marché s'expriment de façon très directe, donc le vocabulaire que j'ai pu choisir dans la citation que vous venez de lire, ça paraîtra peut être excessif a beaucoup de vos auditeurs. Maintenant, c'est vrai que voilà, on ne va pas s'embarrasser de finasserie, on va aller directement au point.

De « *rouler* » les électeurs français, c'est peut être un mot quand même excessif, l'idée c'est de dire : ce sera une concession en quelque sorte de façade qui aura été faite à François Hollande et au peuple français entre guillemets, de façon à ce que tout le monde constate qu'à la fin des fins, il les faut bien les autres réformes, les fameuses réformes structurelles dont personne ne veut entendre parler.

Le mot rouler les électeurs est peut être un peu fort, je regrette qu'il soit traduit comme ça en français, peu importe, c'est pas très grave, mais à défaut de les rouler, ça va leur permettre de peut-être prendre conscience qu'il y a un

certain nombre d'idées qu'ils ont en tête, qui ne peuvent pas marcher, même s'ils en sont convaincus. Ce que je suis en train de dire, c'est qu'il y a un petit théâtre, le script est un peu écrit, si on est malin on s'écartera pas trop du script, et de cette façon là on arrivera peut être à faire passer la pilule de façon un peu plus simple que ça n'avait été le cas au début des années 80.

F.R. : Alors je reviens sur cette phrase. Ce que vous dites c'est, admettons, y a un sommet à Bruxelles, François Hollande demande une partie sur la croissance, les autres européens ils vont faire comme si « *bon ben d'accord, on t'accorde ça* », il rentre ici en France en disant « *regardez ce que j'ai obtenu* », et du coup il peut dire derrière « *eh ben, en échange nous on va libéraliser notre marché du travail* ».

N.D. : Vous avez parfaitement compris le sens de mon propos, c'est exactement ça. C'est une petite mise en scène, c'est un petit théâtre, alors faut pas avoir l'impression que je fais de la théorie du complot et qu'on manipule tout le monde, et c'est juste que vous avez un électorat qui a un certain nombre d'idées préconçues. Elles sont fausses peut être, n'empêche que c'est les idées que l'électorat porte, et là y a de la pédagogie à faire.

F.R. : C'est déjà un peu ce qu'il s'est passé en 1997 : en 1997, Lionel Jospin est élu avec la gauche plurielle en disant ce pacte de stabilité je n'en veux pas, donc il va à Amsterdam, on lui fait rajouter Pacte de stabilité et de croissance, et il revient en disant « *regardez y a le mot croissance dans le titre* ».

N.D. : Vous avez tout compris. C'est pas l'exemple que j'avais en tête quand j'ai écrit la note, mais oui vous avez raison, c'est exactement ça. J'avais pas en tête l'exemple, mais vous avez entièrement raison, c'est exactement ça. C'est...

Alors certains pourraient considérer que c'est une manipulation, moi je pense pas que ce soit une manipulation, c'est juste une façon d'arrondir les angles, on va dire, voilà.



La formule

F.R. : Vous concluez sur les deux mesures nécessaires. C'est :

- 1) couper dans les dépenses publiques
- 2) libéraliser le marché du travail ; et vous dites le vrai défi pour François Hollande est de trouver la formule politique pour le vendre au public français.

N.D. : Bien entendu, il faut trouver la formule pour vendre ça au peuple français. Je suis pas le conseiller de François Hollande, c'est pas mon rôle de définir le message qu'il doit porter. Mais je voudrais quand même citer un exemple

historique, c'est celui de la Pologne qui quitte le communisme et qui fait sa transition vers l'économie de marché au début des années 90. La Pologne est connue pour avoir subie ce qu'on appelait la thérapie choc, c'est-à-dire que eux ils se sont pas embarrassés de beaucoup de précautions, ils y sont allés franco d'un seul coup dès le début. Ils ont fait la totale des réformes quasiment en un an ou deux. Ça a été extrêmement douloureux pour la population polonaise, mais ce qu'il faut savoir c'est que la Pologne est le pays qui s'en est sorti le mieux, le plus vite, quand on le compare à ses pairs.

Le sujet n'est pas là, le sujet c'est comment cela est il possible ? Pas seulement parce qu'il y avait la détestation des communistes, mais parce qu'il y avait aussi un gouvernement où il y avait un ministre des affaires sociales et du travail qui allait régulièrement à la télévision expliquer à la population pourquoi on fait ces réformes, que certes c'est douloureux, certes ça fait mal aujourd'hui, mais les bénéfices viendront plus tard. Que si on ne fait pas ce genre de travail aujourd'hui, demain ce sera encore pire qu'aujourd'hui, et ainsi de suite. C'est un effort de pédagogie. Regardez maintenant Monti. Mario Monti aux affaires en Italie, c'est quand même assez frappant. C'est un homme qui fait les réformes les plus impopulaires que le peuple italien pouvait imaginer, et qui se trouve être le Premier ministre le plus populaire de l'après guerre ou presque. Donc y a vraiment un sujet sur la communication avec l'électorat, le peuple, et une façon de faire passer les messages. Ça, moi j'ai envie de dire, c'est ce pourquoi les hommes politiques sont payés, c'est leur métier, j'espère juste que François Hollande trouvera la bonne formule.

L'angoisse

F.R. : Si je fais un récapitulatif, je me suis amusé à faire des cas à partir de votre document :

Le cas n°1, c'est François Hollande est conciliant et il revient de lui même sur ses maigres promesses de campagne et il libère le marché du travail et en finit avec le CDI comme norme de travail.

Cas n°2, il lui faut une petite pression de ses partenaires européens, une petite concession qui lui sert de prétexte, et derrière il libéralise le marché du travail.

Cas n°3, il refuse de se plier à ce programme, à cette injonction, et alors les marchés vont le punir, le rappeler sérieusement à l'ordre.

N.D. : Oui.

F.R. : Donc là, jusque-là dans les trois cas, quand vous dites, « *soit les électeurs, soit les marchés seront déçus* », dans les trois cas c'est toujours les électeurs qui seront déçus et les marchés qui gagnent ?

N.D. : Oui oui. Eh bien regardez la Grèce, regardez l'Espagne, regardez l'Italie, regardez tout ce qui se passe en Europe depuis 2010, on a bien vu que de toute façon, à la fin, c'est le marché qui l'emporte. Je ne vais pas encore dire que le marché a nécessairement raison au sens moral du terme, en tout cas il aura raison factuellement puisqu'il s'imposera, c'est clair. Donc, c'est de ce point de vue-là que je le dis, oui en effet. Vous avez raison, les électeurs risquent d'être plus perdants que les marchés.

F.R. : Je propose un quatrième cas, l'irruption du peuple sur la scène de l'Histoire.

N.D. : La prise de la Bastille numéro 2.

F.R. : Hier, à Paris, y avait, bon, on va pas chipoter, 80 000, 90 000, 100 000, 120 000 manifestants à l'appel du Front de gauche. Si, comme en 1936, on avait une élection qui s'était suivie de mouvements de masse, de manifestations, de grèves...

N.D. : Qu'est-ce qui se passerait en Europe ? Ben là je crois que c'est le gros coup d'angoisse, parce que si, quand les grecs manifestent, on a déjà une Europe qui se sent sur le point d'exploser, je vous laisse imaginer pour la France.

C'est bien pour ça que je passe mon temps à répéter dans cette note que j'espère bien que François Hollande se souvenant de ses années de formation en 81-83 auprès de François Mitterrand évitera précisément de laisser se développer ce genre de scénario à nouveau, ou en d'autres termes trouvera la formule politique qui lui permet de vendre les réformes à la population française d'une façon qui soit acceptable...

À la revoyure...

F.R. : Je vous propose quelque chose pour terminer : qu'on se retrouve dans six mois, par exemple, à l'automne, et on fait le point pour voir où on en est dans votre scénario.

N.D. : Lequel des trois...

F.R. : Voilà, lequel des trois advient ?, où est ce qu'on en est ?, est-ce qu'effectivement y a eu des négociations ?, on a rajouté croissance dans le titre à la fin ?, vous voyez, ce genre de choses là.

N.D. : Eh pourquoi pas, avec plaisir, on a une conférence je crois à Paris au mois de septembre, je vous recevrai à ce moment là avec plaisir.